

COMMUNE DE NANTUA -
01130

**DECISION****Décision article L.2122-22 du CGT**

**Demande d'aides de subvention à l'État et à la Région Auvergne
Rhône Alpes pour équiper les agents de la Police Municipale de
Nantua**

Le Maire de la Commune de NANTUA,

La présente décision annule et remplace la décision n°36/2024 relative à la même opération ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-22 et L2122-23 ;

VU la délibération n° DR_2023_75, en date du 13 novembre 2023 par laquelle le Conseil municipal a délégué les pouvoirs prévus à l'article précité et notamment l'alinéa 23 qui prévoit que le Maire peut solliciter auprès de tout organisme financeur l'attribution de subventions ;

Considérant la nécessité de garantir la sécurité des agents de Police Municipale en les dotant d'équipements de protection ;

Considérant le montant total de l'opération estimé à 6 395 € HT.

DÉCIDE :

Article 1 : de solliciter auprès de l'état, au titre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2024, une aide d'un montant 1909 € HT correspondant à 30 % de l'opération : « Équiper les agents de la Police Municipale » qui comprend : des caméras piétonnes et du matériel de protection ;

Article 2 : de solliciter auprès de la Région-Auvergne-Rhône-Alpes, une aide d'un montant de 3182 € HT correspondant à 50 % de l'opération « Équiper les agents de la Police Municipale » qui comprend : des caméras piétonnes et du matériel de protection ;

Article 3 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi (par courrier ou sur le site : www.telerecours.fr) par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- Date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- Soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente décision,
- Soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à Madame la Sous-préfète de Nantua, et ampliation adressée à Monsieur le Trésorier d'Oyonnax et à Madame la Présidente du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ain.



Fait à NANTUA, le 06 mai 2025
Le Maire,
Jean Pascal THOMASSET